

Munich, le 30 novembre 2015

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE
A l'attention de Mr. Le Borgn', Député
Rue de l'Université 126
75355 Paris 07 SP
France

Monsieur le Député,

Tout d'abord permettez-nous de vous exprimer notre reconnaissance pour vos prises de position courageuses et vos interventions en vue de rétablir la justice et la moralité dans l'Office européen des Brevets.

A deux reprises déjà le conseil d'administration de l'Office a demandé au président Battistelli de reprendre le dialogue social. Sa réponse a été la mise à pied de toute évidence injustifiée de trois dirigeants élus de notre syndicat, la SUEPO. Des investigations ont été ouvertes contre eux. Les accusations de l'Office ne semblent pas du tout reposer sur des bases solides, et ont été formellement réfutées par des juristes allemands. Les sources juridiques qu'invoque l'Office sont actuellement inconnues et pour le moins douteuses. Aucune contre-argumentation crédible ne semble avoir été présentée qui mette en défaut les conclusions des avocats consultés par la SUEPO. A La Haye des membres de la SUEPO et de la Représentation du Personnel ont aussi été soumis à des interrogatoires où ils ont dû subir d'inacceptables pressions psychologiques. Dans le courrier qu'il vous a adressé, le président Battistelli déclare que ces séances auraient été enregistrées. Une question se pose d'emblée : quelle est la légalité de tels enregistrements ? Les unités d'investigation à qui sont confiées ces enquêtes et ces interrogatoires disposent d'un pouvoir inquisitorial inacceptable totalement en dehors du cadre de l'éthique et de la sécurité juridique garanties à leurs citoyens par les démocraties européennes modernes.

A travers ces dirigeants de la SUEPO, ce sont 7000 fonctionnaires qui sont agressés par les agissements du président Battistelli. En deux heures s'est organisée une manifestation groupant 2000 personnes en face du bâtiment « Isar », siège de l'Office. Compte tenu du nombre d'employés à Munich, cela est énorme... et constitue bien sûr ce que le président Battistelli aura sans doute encore l'audace d'appeler « une minorité ». L'indignation et

l'écœurement sont à leur comble. Il est grand temps que soit mis un terme à cette culture du mépris du personnel et que le conseil d'administration de l'Office fasse enfin entendre sa voix en ce sens.

Nous en avons assez d'être traités comme le cheptel du président Battistelli. Nous avons tous étudié dans les écoles et universités les plus prestigieuses, et nombre de nos collègues sont détenteurs de diplômes de doctorat. La plupart d'entre nous sont issus de l'industrie, où ils ont occupé des postes à responsabilité ou des fonctions managériales. Ils pourraient avec certitude donner d'utiles leçons à la direction de l'Office et enfin lui apprendre les bonnes pratiques dans ce domaine.

Empreinte de crainte et de suspicion, l'ambiance de travail est des plus sinistres. Qui à l'Office a encore confiance dans son ordinateur ou dans les photocopieuses, parfois même dans ses collègues ? Nous en sommes venus à nous méfier des téléphones mis à disposition dans nos bureaux à tel point que pour communiquer sur des sujets les plus anodins, nos collègues en viennent à ne plus utiliser que leurs « handys », non sans avoir jeté un regard circulaire autour d'eux pour s'assurer que leur conversation ne soit pas écoutée. La confiance a totalement disparu dans les relations entre employés et supérieurs hiérarchiques : à tort ou à raison, nous craignons constamment d'être victimes d'un coup fourré. Il ne faut donc pas s'étonner que dans cet environnement toxique les collègues désabusés réagissent de plus en plus nombreux par une « démission interne », certains ayant d'ailleurs déjà exprimé que le matin, c'est avec la haine de leur employeur qu'ils franchissent les portes de l'Office.

C'est encore avec la plus vive inquiétude que nous constatons que des mesures d'intimidation de journalistes ou de « bloggers » orchestrées par l'Office sont mentionnées sur le « net » : voyez par exemple

<http://techrights.org/2015/11/27/epo-reputation-laundering/>

<http://techrights.org/2015/11/27/epo-information-warfare/>

Cette source, ainsi que des informations internes dignes de foi, semblent clairement indiquer que l'Office a maintenant débloqué un budget de l'ordre de 800 000 € pour des campagnes de presse. Comment et dans quels buts ces considérables montants d'argent public seront-ils utilisés ? Cette question ne préoccupe apparemment pas le conseil d'administration. La direction de l'Office ne se gêne pas pour traîner dans la boue les membres du personnel qui osent exprimer une opinion dissidente, en particulier s'il s'agit des dirigeants syndicaux ou de la représentation du personnel. L'étape suivante sera-t-elle de museler la presse et de taire les critiques par des campagnes de diffamation et d'intimidation, ou d'abuser des cours de justice européennes pour parvenir à ces fins ?

Nous voudrions bien signer cette lettre de nos vrais noms, mais voilà ! Vous n'ignorez pas que l'Office s'est adjugé les services de l'inquiétante firme « Control Risks », apparemment impliquée dans un certain nombre de scandales concernant l'espionnage illégal de journalistes, de clients et d'employés de firmes en Allemagne. La crainte qu'étant connus nous puissions être victime d'une implacable vengeance reste donc fondée.

L'Office doit respecter la légalité et la justice telles qu'elles existent dans les démocraties européennes modernes. Nous ne voulons pas plus que le rétablissement de nos droits et le respect de notre honneur.

Vous exprimant notre confiance, nous vous prions, Monsieur le Député, d'agréer l'expression

de nos sentiments respectueux.

Les Examineurs exaspérés.